



Communiqué de presse
Beyrouth, 24 mars 2016

« Citoyens et citoyennes dans un Etat » Ne laissons pas passer l'occasion

Nous lançons aujourd'hui, jeudi 24 mars, le mouvement « Citoyens et citoyennes dans un Etat » (Mouwatinoun wa mouwatinat fi Dawla). Il s'agit du **rassemblement de citoyens impliqués dans les affaires publiques sur tout le territoire libanais**, qui entendent assumer leurs responsabilités sur la base de la citoyenneté comme alternative aux allégeances conflictuelles qui leur sont imposées.

Nous sommes des citoyens et des citoyennes, non les clients de tel ou tel zaïm ; ni les fils et filles de telle ou telle communauté confessionnelle ; nous n'appartenons pas à des familles spirituelles ou matérielles. Nous sommes des individus, citoyens et citoyennes. Seule la loi définit nos droits et nos devoirs. Et seule notre volonté libre et éclairée définit nos choix politiques. C'est parce que nous sommes des citoyens et des citoyennes que nous ne voyons pas d'autre cadre à notre pratique politique et sociale que celui d'un Etat effectif et efficient.

Nous voulons bâtir au Liban un Etat laïque, démocratique, juste et efficace. Nous le voulons laïque dans le sens où sa relation avec chaque citoyen et citoyenne est directe, sans l'entremise des communautés confessionnelles. Nous le voulons démocratique, car la démocratie est la meilleure garantie pour empêcher une minorité dirigeante d'enfreindre les droits acquis de la majorité dirigée. Nous le voulons juste dans le sens où il assure réellement les droits individuels et sociaux des citoyens et des citoyennes qu'il proclame ; mais aussi qu'il les protège contre les menaces étrangères, qu'elles viennent d'Israël, du radicalisme religieux takfiriste ou d'autres. Et nous le voulons efficace, pour qu'il assume pleinement ses fonctions envers les citoyens et les citoyennes, en mobilisant les ressources humaines et financières nécessaires sans avoir à mendier ou à dépendre de quiconque.

Nous sommes conscients des obstacles à la réalisation de cette ambition. Mais nous pensons dans le même temps qu'il ne faut pas laisser passer l'occasion, quelles que soient les difficultés, **car ce qui est possible aujourd'hui ne le sera peut-être plus demain.**

Nous pensons que la vie politique libanaise est arrivée à un point d'extrême fragilité en raison des choix effectués par les forces hégémoniques. Cette extrême fragilité place



toutes les forces politiques dans l'impasse, qu'elles en soient conscientes ou pas. Nous sommes entrés dans une **phase de transition**. Et la priorité est désormais de savoir comment gérer cette phase de transition et d'en définir l'ordre du jour et l'orientation.

Il faut pour cela qu'émerge une force politique nouvelle reflétant les intérêts réels du corps social, et qu'elle redéfinisse les priorités internes sur la base d'une lecture économique et sociale déterminée. Nous estimons qu'il est **possible et nécessaire de travailler à la convergence**, même provisoire, de toutes les parties soucieuses de prendre en charge la gestion de cette phase transitoire, quelles que soient leurs références intellectuelles, du socialisme au libéralisme.

Nous estimons **qu'il est de notre devoir de prendre l'initiative** pour bâtir un Etat pour les citoyens et les citoyennes. **La création d'un cadre politique organisé est le moyen d'atteindre cet objectif**. Ce cadre constituera une alternative sérieuse pour toute personne qui se considère lésée par la situation actuelle et qui est dans le même temps disposée à la lutte pacifique à travers un travail collectif pour faire en sorte que ce « cadre politique organisé » devienne le principal levier du projet de reconstruction de l'Etat.

L'échéance prochaine des élections municipales, quels que soient les risques de les voir annulées ou ajournées, est pour nous l'occasion de présenter au peuple libanais une proposition politique non seulement indépendante des alignements politiques actuels, et de l'ordre du jour qu'ils imposent, mais aussi du système des partis en place. L'objectif est de modifier le rapport de force pendant la phase de transition et de réfuter la prétention des chefs communautaires, en tant que groupe, à une représentation exclusive et absolue du peuple. Réunis autour d'un seul slogan, « citoyens et citoyennes dans un Etat », **nous présentons des listes de candidats aux élections municipales dans les principales villes et localités du Liban**.

Le mouvement « Citoyens et citoyennes dans un Etat » ne s'arroge aucune prétention morale pour juger quiconque et **appelle tous les Libanais et les Libanaises à prendre leur destin en main**, en partant d'un constat objectif, d'un diagnostic explicite et d'un plan d'action défini pour la phase de transition. Ce plan d'action offre, dans les faits, une formule alternative à celle que les zaïms cherchent à élaborer comme variante du pouvoir déliquéscent pour pérenniser leur domination et ses méfaits.

Contact : 01985377 ou mmfidawla@gmail.com

Pour plus d'informations : www.mmfidawla.com

Facebook : facebook.com/mmfidawla/

Twitter : twitter.com/mmfidawla